

## Promotion d'une politique foncière responsable en Côte d'Ivoire (ProPFR)



### Situation de départ

La Côte d'Ivoire est le premier producteur mondial de cacao, et environ 10% du produit intérieur brut (PIB) ainsi que 15% des recettes publiques sont générées dans ce secteur. En juillet 2017, on notait seulement 0,5% de la superficie totale des terres agricoles ayant un certificat foncier. La pression et la concurrence sur les terres et les forêts tropicales augmentent avec la croissance démographique.

En raison du nouveau code forestier de 2019, les propriétaires de terre sont devenus les propriétaires des arbres qui y sont plantés. Cependant, le fait que les contrats d'utilisation actuels restent informels et non documentés laisse plus de place à la négociation et à l'insécurité, car les droits d'usages et de propriété pour les arbres cultivés ne sont pas clairs. Les propriétaires fonciers perçoivent la plantation d'arbres comme une tentative d'appropriation des terres par les utilisateurs.

### Projet

Ces conflits deviennent également un problème pour les entreprises opérant dans le secteur du cacao, car ils rendent les investissements responsables plus difficiles. Afin de garantir une culture du cacao écologiquement et socialement juste, le projet de politique foncière responsable s'est fixé pour objectif de formaliser les droits fonciers. Le ProPFR appuie également le Programme National de Sécurisation Foncière (PNSF) à travers des innovations sur l'amélioration des mécanismes de résolution de conflits et des modèles de contrats adaptés à l'agroforesterie et au pâturage. Enfin, une approche de financement des opérations de sécurisation foncière est développée, impliquant la participation du secteur privé du cacao dans un partenariat multi acteur avec le Côte d'Ivoire Land Partnership (CLAP).

### Notre objectif:

L'accès sécurisé à la terre, condition préalable pour un développement rural durable, s'est amélioré dans les communautés ciblées du sud-ouest de la Côte d'Ivoire, en particulier pour les femmes, les groupes marginalisés et les jeunes.

### Domaines d'intervention en Côte d'Ivoire

- **Amélioration de la gouvernance foncière locale :** Appui à la recomposition et renforcement des capacités des organes locaux de gestion foncière rurale. Clarification des droits fonciers par cartographie sur affiche. Information et sensibilisation sur la législation foncière et les différentes procédures de sécurisation foncière. Appui à la numérisation des processus de certification foncière et de contractualisation.
- **Amélioration des mécanismes de résolution de conflits foncier :** Proposition des mécanismes

impliquant la médiation par des acteurs locaux et un rapportage systématique des accords.

- **Mobilisation des acteurs du secteur privé :** Intégration au Côte d'Ivoire Land Partnership (CLAP) qui mobilise les industriels du cacao pour investir dans une documentation foncière abordable au bénéfice des producteurs de cacao.

# Promotion d'une politique foncière responsable en Côte d'Ivoire (ProPFR)

## Budget et durée

2,9 millions EUR / Juillet 2020 – décembre 2024

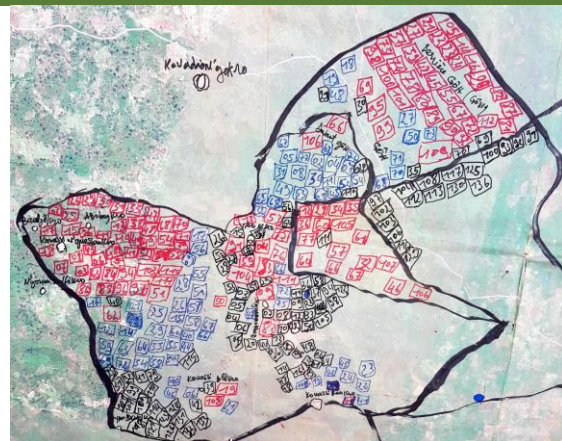
## Tutelle politique et mise en œuvre

Ministère d'Agriculture et Développement Rural (MINADER) / Les programmes globaux « Centres d'innovations vertes pour le secteur agricole et agroalimentaire » (ProCISA) et « Promotion d'une politique foncière responsable » (ProPFR)

## Commettant

Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ)

## Développement durable



Carte communautaire avec des droits de propriété (noir et rouge) et des droits d'usage (bleu)

## Le partenariat CLAP

Le Côte d'Ivoire Land Partnership (CLAP) est composé d'entreprises privées de l'industrie du cacao (*The Hershey Company*, *Unilever* et *Barry Callebaut-Cocoa Horizons*, *ETG/Beyond Beans*, *Cargill*, Fondation allemande du cacao et du chocolat), l'Agence Foncière Rurale (AFOR) - l'agence nationale ivoirienne chargée des droits fonciers - et de partenaires du secteur du développement international comme la *Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH*. Coordonné par Meridia, le CLAP se concentre sur les questions liées à l'insécurité foncière à laquelle sont confrontés les producteurs de cacao ivoiriens.

## L'approche CLAP

- Une cartographie systématique de toutes les exploitations agricoles du village
- Application des « Quatre piliers » de l'AFOR : délimitation des villages, clarification des droits, certificats fonciers, contrats d'utilisation des terres.
- Zones de cacaoculture uniquement
- Subventionnement des documents fonciers sur mesure et regroupement avec d'autres services
- Mise en œuvre transversale et sensibilité sur les questions du genre
- Modèle de financement hybride : secteur privé, donateurs et agriculteurs.

Plus d'informations sur <https://www.giz.de/politiquefonciere> et [Land Portal](#)

Editeur :  
Deutsche Gesellschaft für Internationale  
Zusammenarbeit (GIZ) GmbH  
Siège : Bonn et Eschborn en Allemagne  
Division développement rural et agriculture G500  
Friedrich-Ebert-Allee 36+40  
D-53113 Bonn

Responsables :  
Sander Muilerman-Rodrigo  
sander.muilerman@giz.de  
Klaus Ackermann  
klaus.ackermann@giz.de  
www.giz.de

Crédits photos :  
© GIZ/Gael Gelle/Audace Institut Afrique

La GIZ est responsable des contenus de la présente publication. Mandaté par BMZ.

Septembre 2022